

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1195
8 décembre 1975
FRANCAIS
Original : DIVERS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Renseignements communiqués par les Gouvernements en application
du paragraphe 2 de la résolution 3268 (XXIX) de
l'Assemblée générale, du 10 décembre 1974

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| I. INTRODUCTION | 2 |
| II. RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES PAR LES GOUVERNEMENTS | 3 |
| Barbade | 3 |
| République socialiste soviétique de Biélorussie | 3 |
| République fédérale d'Allemagne | 5 |
| Israël | 15 |
| Italie | 15 |
| Japon | 16 |
| Pays-Bas | 24 |
| Nouvelle-Zélande | 34 |
| Philippines | 35 |
| Suède | 35 |

I. INTRODUCTION

1. Le paragraphe 2 de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale, du 10 décembre 1974, concernant les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, est ainsi conçu :

"L'Assemblée générale

...

2. Appelle l'attention des Etats sur les avantages qui pourraient être retirés de l'élaboration et de l'adoption, par les autorités nationales qualifiées, de mesures visant à adapter le cas échéant la législation et les pratiques nationales afin de tenir compte des techniques nouvelles, mais également de sauvegarder les droits fondamentaux de l'individu et des groupes ou organisations dans tous les secteurs de la vie sociale, et invite les gouvernements qui possèdent déjà une expérience en ce domaine à transmettre au Secrétaire général les renseignements dont ils disposent".

2. La Commission des droits de l'homme, au paragraphe 2 b) de sa résolution 11 (XXXI) du 5 mars 1975, a décidé de dresser, en application du paragraphe 5 de la résolution 1/ susmentionnée de l'Assemblée générale, un programme de travail qui tienne compte, notamment, des rapports des gouvernements; le programme de travail devait porter "notamment sur la définition de normes dans les domaines qui pourraient paraître suffisamment analysés".

3. Le 21 mars 1975, le Secrétaire général a donc signalé à l'attention des gouvernements les paragraphes 2 et 5 de la résolution de l'Assemblée générale et les a invités à lui communiquer les renseignements pertinents, si possible avant le 31 août 1975.

4. Les gouvernements de la Barbade, de la RSS de Biélorussie, de la République fédérale d'Allemagne, d'Israël, de l'Italie; du Japon; des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines et de la Suède ont adressé au Secrétaire général des réponses quant au fond. Ces réponses sont reproduites ci-après. Toute autre réponse quant au fond que le secrétariat recevra sera distribuée sous forme d'additif au présent document.

1/ Le paragraphe 5 de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale est ainsi conçu :

"5. Prie la Commission des droits de l'homme de dresser un programme de travail compte tenu des rapports du Secrétaire général, des réponses des gouvernements et des autres sources pertinentes, en vue d'entreprendre en particulier l'élaboration de normes dans les domaines qui paraîtraient suffisamment analysés, sans préjudice des autres activités menées en application des résolutions susmentionnées, et de communiquer ce programme au Conseil économique et social lors de sa soixantième session;"

II. RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES PAR LES GOUVERNEMENTS

BARRADE

[Original : Anglais]

[12 mai 1975]

La Barbade n'a pas encore jugé nécessaire d'élaborer et/ou d'adopter des mesures particulières visant à adapter sa législation et ses pratiques nationales afin de tenir compte des techniques nouvelles.

En ce qui concerne la sauvegarde des droits fondamentaux de l'individu et des groupes ou organisations dans tous les secteurs de la vie sociale, le préambule de la Constitution barbadienne est absolument clair. Il proclame sans équivoque possible la foi absolue du peuple barbadien dans les principes des droits de l'homme et dans les libertés fondamentales. Il insiste en outre sur la place de choix que doit occuper la famille dans une société composée d'hommes libres et d'institutions indépendantes.

La Constitution est la loi suprême de la Barbade et la section II de cet instrument affirme le droit fondamental de toute personne résidant à la Barbade à la protection de sa vie privée et de ses biens.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

[Original : Russe]

[21 juillet 1975]

La RSS de Biélorussie estime qu'en ce qui concerne le progrès de la science et de la technique, l'Organisation des Nations Unies devrait avoir pour tâche d'élaborer des normes et des principes fondamentaux réglementant l'utilisation des résultats obtenus dans ce domaine dans le but exclusif de renforcer la paix et la sécurité internationales et d'assurer le développement économique et social des peuples ainsi que le respect des droits et des libertés de l'homme.

Le document clair et précis qu'un certain nombre de pays ont présenté à la troisième Commission de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, lors de la 29ème session de l'Assemblée - à savoir, le projet de déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité - a pour objet d'aider l'Organisation des Nations Unies à s'acquitter de cette tâche. Ce document couvre toute la gamme des questions importantes liées à l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales compte tenu du progrès de la science et de la technique. A l'époque actuelle, où les réalisations de la science et de la technique ont des répercussions sans cesse accrues sur tous les domaines de la vie humaine, il est urgent, de l'avis de la RSS de Biélorussie, de disposer d'un document précis de ce genre, qui, en se fondant sur la reconnaissance du fait indiscutable que le progrès de la science et de la technique est l'un des facteurs les plus importants du développement de la société humaine, pose le problème vital des incidences de ce progrès sur le sort du monde et de l'humanité et sur le respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme.

Le projet de Déclaration décrit de façon convaincante tant les avantages considérables que l'humanité pourrait retirer d'un bon usage du progrès scientifique et technique, que les conséquences négatives qui pourraient être enregistrées

si les réalisations de la science et de la technique étaient utilisées pour intensifier la course aux armements et perfectionner des armes destructrices redoutables aux fins de mener des guerres d'agression, de réprimer les mouvements de libération nationale et de priver les peuples de leurs droits fondamentaux, et si ces réalisations étaient utilisées en outre au détriment des droits et des libertés fondamentales de l'homme. C'est précisément sur ces conséquences - qui seraient catastrophiques pour l'humanité tout entière - que le secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. L. I. Brejnev, a voulu attirer l'attention de l'opinion publique mondiale quand il a déclaré, le 13 juin 1975, lors d'une réunion pré-électorale des électeurs de la circonscription Baumann de Moscou : "Le niveau de la science et de la technique contemporaines est tel que le risque est grand de voir mettre au point une arme encore plus redoutable que l'arme nucléaire. La sagesse et la conscience de l'humanité ordonnent que l'on élève un obstacle infranchissable qui rende impossible l'apparition d'une telle arme". A cet égard, une proposition a été faite tendant à ce que les Etats, et tout particulièrement les grandes puissances, concluent un accord interdisant la mise au point de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de ces armes.

Dans le projet de Déclaration, l'utilisation du progrès scientifique et technique à de telles fins est considéré à juste titre, non seulement comme une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international, mais encore comme une déformation inadmissible des buts qui devraient guider le progrès de la science et de la technique et l'usage qui devrait en être fait dans l'intérêt de l'humanité.

Le projet de Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité renferme une analyse complète des problèmes fondamentaux, dans laquelle sont énumérées les mesures essentielles que les Etats doivent prendre pour veiller à ce que les réalisations de la science et de la technique soient utilisées dans l'intérêt de la paix et pour le bien-être de l'humanité. De l'avis de la RSS de Biélorussie, l'appel lancé dans le projet de Déclaration à tous les Etats pour qu'ils favorisent la coopération internationale en vue de veiller à ce que les résultats du progrès scientifique et technique servent à résoudre les problèmes vitaux de notre époque, est extrêmement urgent et reflète les intérêts de vastes secteurs de la population de diverses régions du monde.

Sont également très importantes les dispositions du projet de Déclaration dans lesquelles il est prévu que les Etats doivent prendre les mesures appropriées afin d'assurer que le progrès de la science et de la technique contribue à la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans discrimination de race, de sexe, de langue ou de religion. Le document attire particulièrement l'attention sur le fait que tous les Etats doivent prendre des mesures législatives efficaces dans ce sens.

La RSS de Biélorussie estime que le projet de Déclaration est un document très important, qui est entièrement compatible avec les principes fondamentaux qui sont proclamés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et qui correspond à la pratique internationale actuelle. Ce projet offre une base solide pour un nouvel examen de tous les aspects du problème que pose l'application des droits de l'homme compte tenu du progrès de la science et de la technique. L'adoption de ce document marquerait un progrès important dans les efforts tendant à favoriser le renforcement et l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Pour les raisons susmentionnées, la RSS de Biélorussie estime qu'il faudrait accorder la priorité au projet de Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité, lorsque l'on examinera, au cours de la trentième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, la question des droits de l'homme et du progrès de la science et de la technique.

En ce qui concerne les amendements soumis par la Troisième Commission au cours de l'examen du projet de Déclaration durant la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, la RSS de Biélorussie estime qu'ils ne contribuent guère à améliorer le texte. Pour la RSS de Biélorussie, le projet de Déclaration est entièrement acceptable tel qu'il a été présenté à la dernière session de l'Assemblée générale.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

[Original : Français]

[18 novembre 1975]

I. Aux yeux du gouvernement fédéral, la protection de l'individu ainsi que des groupes et organisations dans tous les secteurs de la vie sociale, compte tenu de l'utilisation de techniques nouvelles, revêt une importance croissante. Avec l'introduction et le perfectionnement de nouveaux procédés techniques - par exemple dans les domaines de la protection des données, de la transmission d'informations et de la recherche médicale et biologique - grandit également le danger de voir la sphère de liberté de l'individu limitée ou perturbée d'une façon excessive. Aussi le gouvernement fédéral se félicite-t-il de l'initiative engagée par les Nations Unies dans leur résolution No 3268 (XXIX), à savoir d'élaborer, dans certains domaines partiels, des normes visant à sauvegarder les droits de l'homme devant d'éventuelles incidences des progrès scientifiques et techniques, normes qui feront l'objet de consultations au sein de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social des Nations Unies lors de leurs prochaines réunions. Il renvoie, en outre, notamment à sa prise de position sur des aspects particuliers du thème "Droits de l'homme et progrès scientifiques et techniques" qui a été transmise au Secrétaire général des Nations Unies en décembre 1974. Ce document comprend, entre autres, des explications sur les mesures prises en République fédérale d'Allemagne pour sauvegarder les droits de l'homme dans les domaines du traitement des données, de l'application de la science et de la technique pour maintenir l'emploi et améliorer les conditions de travail, de l'humanisation du monde du travail, de la standardisation, de l'emploi de l'ordinateur et de l'utilisation d'installations de contrôle acoustiques et visuelles au lieu de travail.

II. En complément à ceci et en réponse à la question posée à propos du paragraphe 2 de la résolution No 3268 (XXIX), le gouvernement fédéral aimerait donner ci-dessous un aperçu de toute une série de mesures supplémentaires qui ont été prises en République fédérale d'Allemagne pour sauvegarder les droits fondamentaux de l'individu, des groupes et organisations devant d'éventuelles incidences des progrès scientifiques et techniques ou dont l'introduction est actuellement à l'étude :

1) La politique de recherche au service de la santé et d'une alimentation suffisante et saine

Le gouvernement fédéral met sa politique de recherche dans une grande mesure au service de la santé et d'une alimentation suffisante et saine. Il remplit par là l'engagement contracté aux termes des articles 11 et 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966 dans le but de sauvegarder la santé corporelle et spirituelle de ses citoyens et de veiller à ce qu'ils disposent d'une alimentation appropriée. A ce sujet, il a déclaré ce qui suit dans le 5ème Rapport fédéral sur la recherche qui a été présenté au Parlement en mai 1975 :

- a) Les comportements, attitudes et influences de la vie professionnelle et de l'environnement nuisibles à la santé ainsi qu'une alimentation non équilibrée compromettent la santé de l'homme. La prévention, la détection précoce et la guérison de maladies cancéreuses et cardiaques, d'affections de l'appareil circulatoire et du métabolisme basal, de maladies rhumatismales et d'affections neurologiques et psychiques servent à la sauvegarde de la santé de l'homme. Bien souvent, les connaissances que nous avons de ces maladies ainsi que du comportement et des attitudes nuisibles à la santé sont encore insuffisantes. Ceci est également le cas pour les méthodes de dépistage et de prévention. La médecine préventive comprend des domaines de recherche importants, tels que la recherche en matière de médecine sociale et de médecine du travail, la toxicologie de l'environnement professionnel et d'influences nocives de l'environnement en général ainsi que la recherche sur l'alimentation et les produits alimentaires.

Pour améliorer la prévention, il faut :

- poursuivre systématiquement la recherche médicale, surtout en ce qui concerne ce qu'on appelle les "maladies de la civilisation", y compris la recherche et le développement dans les domaines de la technique médicale et de la technologie afin de perfectionner les procédés et les appareils indispensables pour le diagnostic et la thérapie;
- promouvoir la recherche en matière de médecine sociale et de médecine du travail et développer systématiquement de nouvelles formes de dépistage d'agents contaminateurs en vue de leur consultation individuelle ;
- promouvoir la recherche scientifique dans le domaine alimentaire, d'une part sur le plan national afin de produire des denrées alimentaires d'excellente qualité, absolument inoffensives du point de vue hygiénique et contenant un minimum de résidus et d'autre part sur le plan international en vue d'augmenter la production d'aliments bon marché, compte tenu surtout des besoins en protéines biologiquement importantes.

- b) Le cancer constitue un problème central de la prévention. L'administration fédérale et le Land de Bade-Wurtemberg continuent de développer le Centre allemand de recherche cancérologique (DKFZ) de Heidelberg pour en faire un institut de recherche de grande envergure. Son programme s'étendra à de nouveaux domaines, tels que la génétique et

l'immunologie des tumeurs. Pour que les résultats des recherches soient transposés plus rapidement dans la pratique du dépistage et du traitement du cancer, on a prévu d'établir un lien plus étroit entre cette institution et les cliniques ainsi que les dispensaires. Dans le cadre du centre d'intérêt "Recherche et technique au service de la santé" du programme de promotion, on essaie de mettre au point des appareillages automatiques pour le dépistage de certaines maladies cancéreuses et des procédés isotopiques perfectionnés pour le diagnostic du cancer. Il est, en outre, prévu d'intensifier la coopération entre le Centre et d'autres institutions nationales et internationales, telles que l'OMS. Les recherches en matière de médecine sociale et de médecine du travail s'étendent, entre autres, à l'étude des influences de l'environnement professionnel (bruit, trépidations, gaz, poussière) sur la santé des travailleurs. La connaissance des rapports entre l'activité professionnelle et l'origine de certaines maladies constitue un préalable indispensable pour l'humanisation du poste de travail.

Une enquête sur la psychiatrie en République fédérale d'Allemagne est effectuée actuellement afin de constater la situation des malades psychiques et d'améliorer la consultation et le traitement psychiatriques. La prévention s'étendra nécessairement à la détection précoce et au dépistage de troubles de comportement et d'affections psychiques. L'étude scientifique de l'efficacité des cures va jouer un rôle essentiel lors du contrôle des coûts de la santé publique.

Le projet de loi gouvernemental sur la réforme de la législation sur les médicaments exige que l'efficacité et l'inocuité de chaque médicament soient prouvées avant qu'il ne soit agréé. Cela exige de renforcer la recherche de base dans le domaine pharmaceutique.

- c) Les activités des médecins dans le cadre du diagnostic, de la thérapie ou des soins intensifs sont susceptibles d'être secondées et facilitées par des installations de traitement des données. Ces dernières peuvent aider à résoudre des problèmes d'organisation et de management dans la santé publique tant intérieurs qu'extérieurs à l'entreprise. La Fédération, les Länder, les organes administratifs autonomes et la science essaient d'en arriver à de nouvelles solutions comme c'est par exemple le cas pour le projet de démonstration de traitement électronique des données de Kulmbach, où est mis au point un système pilote transposable pour un hôpital général de grandeur moyenne et pour le projet de démonstration concernant le développement d'un centre d'information commun pour diverses institutions de la santé publique (DOMINIG) réalisé par le ministre des Affaires sociales du Land de Hesse, le sénateur de l'Environnement et de la Santé publique de Berlin et le Centre de prévoyance médicale des caisses de maladie.
- d) La rééducation des handicapés constitue un centre d'intérêt important. On a mis au point des membres et des organes artificiels, des auxiliaires techniques pour handicapés (systèmes de sustentation du cœur et de l'appareil circulatoire, reins artificiels, appareils de lecture pour aveugles) ainsi que des matériaux tolérés par les tissus voisins pour la chirurgie osseuse et articulaire. Le gouvernement fédéral procède actuellement à la mise en place d'un vaste réseau de centres de rééducation médicale et professionnelle, en particulier pour les enfants et les adolescents handicapés, les salariés physiquement diminués du fait de leur travail et les personnes âgées.

Des auxiliaires techniques pour la rééducation sont mis au point et on effectue parallèlement des enquêtes sociologiques.

- e) Les produits de l'agriculture et de la pêche suffisent à l'alimentation des habitants. La recherche agraire fournit les bases scientifiques pour l'adaptation structurelle et le développement technique de l'agriculture afin d'assurer une production de denrées alimentaires répondant aux besoins de l'homme. La production de denrées alimentaires de qualité a priorité, dans l'intérêt même du consommateur, sur l'augmentation de la production pour des raisons exclusivement économiques dans la recherche sur les techniques de production agricole. Le terme de qualité renferme l'appréciation sur la composition exacte du point de vue de la physiologie alimentaire, l'absence si possible totale de résidus, un niveau hygiénique élevé et une saveur adaptée au goût des consommateurs. La culture de plantes utiles et l'élevage d'animaux domestiques doivent être améliorés dans l'intérêt des consommateurs et les techniques de culture ainsi que l'élevage d'animaux domestiques être développés. La recherche sur la protection des plantes devra se concentrer de plus en plus sur les aspects hygiéniques de l'utilisation d'agents divers et l'influence qu'exerce la protection des plantes sur l'environnement en plus de l'efficacité même de la technique de culture. Les méthodes et procédés traditionnels de la production d'aliments et de fourrages devront, en outre, être complétés par des alternatives inédites. Des aliments et des fourrages biologiquement importants devront être produits à l'échelle industrielle à partir de matières premières bon marché ou de déchets qui se prêtent à un retour dans les circuits de matières naturels. De nouvelles voies pour la production de parasitocides et d'herbicides non polluants sont, en outre, actuellement développées et la culture d'espèces et de plantes utiles à haut rendement résistant aux maladies encouragée afin d'améliorer la production alimentaire dans le monde.

La recherche sur la pêche permet de découvrir de nouveaux bancs et de nouvelles espèces d'animaux aquatiques jusque-là inexploitées, de perfectionner les techniques de pêche et de mieux protéger les réserves biologiques des mers.

- f) La recherche sur les produits alimentaires ne s'aligne plus essentiellement sur le progrès technique. Elle étudie les influences qu'exercent la préparation et la transformation dans l'industrie et les ménages sur la qualité des produits alimentaires. Les répercussions de procédés techniques, y compris le stockage, le transport et l'emballage sur les composants importants du point de vue de la physiologie alimentaire, sur la saveur et sur la bonne conservation des produits alimentaires constituent des centres d'intérêt importants de la recherche actuelle. Les techniques de préparation et de transformation des produits alimentaires ont été perfectionnées afin de limiter encore plus l'utilisation d'additifs et la teneur en résidus.

La recherche sur l'alimentation prépare les bases scientifiques pour protéger le consommateur devant les dangers éventuellement suscités par des produits alimentaires non irréprochables sur les plans hygiénique et toxicologique. Elle permet d'apprécier les caractéristiques hygiéniques et physiologiques de composants des produits alimentaires, d'additifs et de résidus ainsi que des toxines de certains micro-organismes. Elle met au point des méthodes d'analyse pour les organismes de contrôle. La recherche vétérinaire a pour but d'améliorer les conditions hygiéniques des produits alimentaires d'origine animale. Elle établit des documents pour l'examen vétérinaire officiel de la viande et l'analyse des résidus.

Le ministre fédéral de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts et le ministre fédéral de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé ont dressé l'inventaire de la recherche sur l'alimentation en République fédérale d'Allemagne et en ont déduit un répertoire des lacunes. Ce dernier comprend 45 centres d'intérêt des domaines technologie, chimie, microbiologie, hygiène et toxicologie des produits alimentaires ainsi que médecine et physiologie alimentaires dans lesquels les activités de recherche devront être intensifiées et ceci tout particulièrement en ce qui concerne la toxicologie ainsi que la médecine et la physiologie alimentaires.

2) Mesures pour l'humanisation de la vie professionnelle

Selon l'article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966, les Etats parties reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables. Le gouvernement fédéral en tient largement compte dans son programme d'action "Recherche pour l'humanisation de la vie professionnelle".

- a) La santé, la satisfaction et l'auto-épanouissement de l'homme dépendent, en très grande partie, des conditions de travail. Les dangers auxquels l'homme est exposé de par les installations, l'environnement et les procédés au lieu même de son travail n'ont pas diminué comme le montrent par exemple les statistiques des accidents du travail dans les entreprises. Au contraire, bien d'autres fardeaux sont venus s'ajouter aux anciens dans notre société hautement développée, dominée par l'industrie et les prestations de services, et ces charges pourraient, seules ou avec les autres, compromettre notre santé et conduire à l'usure physique et à des affections psychiques. L'humanisation des conditions de travail profitera à la population active tout comme à la capacité productive de l'économie. Ceci ne peut être atteint que par la diminution des charges et l'augmentation des possibilités de chacun de développer ses capacités.
- b) Par son programme d'action "Recherche pour l'humanisation de la vie professionnelle", le gouvernement fédéral poursuit les buts suivants :
- Préparation de données de sécurité, de valeurs indicatives, d'exigences minimales pour les machines, les installations et le poste de travail;
 - Mise au point de techniques de travail répondant aux besoins de l'homme;
 - Préparation de propositions et de modèles pilotes pour l'organisation du travail et l'aménagement des postes de travail;
 - Diffusion et application pratique de connaissances scientifiques et d'expériences professionnelles.

Les questions de l'humanisation des postes de travail jouent un rôle de plus en plus important dans tous les programmes de recherche même autres que le programme d'action dont il est question ici.

- c) La relation entre l'humanisation et l'augmentation de la production constitue un problème particulier de ce domaine de recherche pour lequel il n'existe pas de solution universelle. Le conflit possible quant à

l'objectif à atteindre doit plutôt être réglé dans chaque cas particulier. La division du travail poussée à l'extrême dans le cas de la chaîne a conduit à de forts accroissements de la productivité, cette dernière risquant à son tour de se dégrader à la suite de la monotonie suivie de taux de fluctuation extrêmes, de nombreuses absences pour cause de maladie et d'une baisse de qualité. C'est pourquoi l'industrie de la République fédérale d'Allemagne et d'autres pays industrialisés, tels que la Suède, l'Italie et les Etats-Unis essaient d'éviter ces dangers en recourant à d'autres formes d'organisation pour la fabrication en série. Ce n'est pratiquement qu'en donnant à chaque salarié davantage de responsabilité et une meilleure vue d'ensemble du processus de travail que l'on peut arriver à revaloriser les activités vides de sens de l'industrie et du secteur tertiaire.

- d) La recherche en matière de protection du travail et d'accidents s'occupe de la mise au point de méthodes pour déterminer les circonstances dans lesquelles les accidents surviennent ainsi que l'état de sécurité dans l'entreprise, les écoles, à la maison et pendant les loisirs. L'Office fédéral de la protection du travail et la recherche sur les accidents a comme tâche essentielle d'intensifier et de coordonner la recherche sur les accidents. De nouvelles techniques doivent aider à éliminer ou diminuer les influences nocives de l'environnement (par exemple, matières dangereuses, bruit, vibrations, températures extrêmes) ainsi que les efforts physiques et psychiques insuffisants ou exagérés. Des procédés et des appareils qui portent moins atteinte à l'environnement professionnel et la mise en oeuvre de dispositifs de manutention automatiques (robots), d'installations de triage et de contrôle automatiques doivent soulager le travailleur des tâches dangereuses, pénibles ou monotones. De nouvelles techniques de travail (par exemple, dispositifs de commande et de contrôle, machines ou moyens de transport) sont mises au point pour humaniser les postes de travail. On tient tout particulièrement compte dans ce domaine, de certaines catégories de personnes, telles que les jeunes, les femmes, les handicapés et les personnes âgées.
- e) L'humanisation des postes de travail dépend nécessairement de l'organisation et des structures de l'entreprise. Pour cette raison, on encourage la mise en route et l'exécution de projets de démonstration, par exemple pour l'introduction et l'essai du travail d'équipe au lieu du travail à cadence accélérée, en particulier dans le domaine du montage.

De nouvelles structures de travail devront contribuer à supprimer progressivement les travaux monotones et faire place à la réalisation et à la responsabilité individuelles et à essayer de nouvelles structures de décision et de participation. Pour chaque projet pilote important, il a été prévu une recherche parallèle sur le plan sociologique et sur celui de l'organisation scientifique du travail. Le choix des projets de démonstration, l'assistance et l'exécution des mesures de promotion sont effectués en coopération étroite avec des représentants des syndicats, des associations patronales et des chercheurs.

- f) La diffusion et la mise en pratique d'expériences scientifiques et industrielles constituent un autre domaine d'activité important puisqu'une humanisation des conditions de travail ne peut être atteinte sans innovations. C'est pourquoi, en règle générale, la demande du projet doit déjà tenir compte des résultats antérieurs. Ceux qui sont chargés d'exécuter les projets doivent présenter leurs résultats de façon compréhensible et utilisable dans la pratique.

3) Protection de l'environnement

La protection de chaque citoyen contre les répercussions négatives de l'industrialisation est un autre domaine auquel le gouvernement fédéral attache une grande importance.

- a) Les interventions de l'homme dans la nature ont souvent eu des répercussions négatives. C'est ainsi que l'industrialisation et l'urbanisation nuisent à l'environnement au point que le paysage et les villes sont sérieusement menacés. Le développement économique qui repose sur la technique moderne risque de compromettre la capacité d'auto-épuration du sol, de l'eau et de l'air. Dans certaines agglomérations, les conditions de l'environnement sont déjà proches d'une limite de charge critique.

Dans une grande partie des campagnes, on manque encore de structures d'habitation prêtes à fonctionner. Les équipements et les installations de l'infrastructure doivent faire en sorte que nos villes et nos communes restent viables, l'alimentation en eau et en énergie doit fonctionner, les ordures et les eaux résiduaires doivent être éliminées sans nuire à personne, les habitants ont besoin de routes, de trains, de moyens de transport et de réseaux téléphoniques efficaces pour assurer l'approvisionnement en biens, la mobilité de chacun et l'intercommunication. Pour la vie en ville, il faut des institutions sociales et culturelles communautaires.

- b) Pour garantir l'espace vital de l'homme, il faut une protection efficace de l'environnement dans le cadre d'une politique de l'environnement déterminée. On a assisté à un changement fondamental de cette politique au cours des dernières années. Auparavant, la protection de l'environnement se limitait à réagir dans les cas urgents. A présent, nous disposons d'une conception planifiée à long terme parfaitement adaptée au système social et économique libéral de la République fédérale d'Allemagne. Cette conception prévoit le passage de la protection défensive de l'environnement à une vaste politique préventive de l'environnement. Les critères de cette politique de l'environnement sont les suivants :

- Protection de la dignité de l'homme qui est menacée si sa santé et son bien-être étaient compromis maintenant ou à l'avenir;
- Sauvegarde de l'environnement conformément aux besoins de l'homme sur les plans de la santé et de la dignité humaine;
- Protection du sol, de l'air, de l'eau, du monde végétal et animal devant les effets négatifs des interventions de l'homme;
- Elimination des dommages ou désavantages résultant d'interventions de l'homme;
- Préservation de matières premières, de ressources minérales ainsi que d'air pur et d'eau fraîche pour les générations à venir.

Cette nouvelle conception a trouvé son application dans les objectifs essentiels suivants du programme sur l'environnement présenté par le gouvernement fédéral en 1971 et adopté par tous les partis du VIème Parlement allemand :

aa) Planification à long terme en matière d'environnement, surtout par

- la création d'une législation sur l'environnement qui fasse de la protection et du développement des fondements de la nature l'une des tâches prioritaires des mesures de prévoyance prises par l'Etat et qui soit remise à jour au fur et à mesure des progrès de la science et de la technique;
- une orientation efficace avant toutes les décisions législatives, administratives et juridiques importantes sur l'environnement afin de tenir compte des derniers progrès scientifiques et techniques;
- une intégration de la protection de l'environnement dans toutes les mesures de la politique structurelle et de l'aménagement du territoire.

bb) Réalisation d'une technique non polluante :

- L'évolution technique doit tenir compte des répercussions sur l'environnement.
- Les décisions des pouvoirs publics et de l'économie doivent tenir compte de critères de l'environnement.

cc) Eveil et intensification de la prise de conscience de toutes les couches de la population en matière d'environnement par

- l'inclusion de thèmes sur la planification et la protection de l'environnement dans les programmes d'enseignement et de formation,
- l'encouragement d'initiatives de groupes dans le but de sensibiliser la population aux questions de l'environnement.

Le programme sur l'environnement du gouvernement fédéral est actuellement complété par un nouveau programme d'action et de centres d'intérêt.

Des projets de loi très importants ont été adoptés ou sont à l'étude afin de réaliser le programme sur l'environnement de 1971 :

La trentième loi sur la modification de la Loi fondamentale (art. 74) du 12.4.1972 a fixé la compétence juridique de la Fédération dans les domaines du maintien de la pureté de l'air, de la lutte contre le bruit et de l'élimination des déchets.

La loi sur la protection contre le bruit des avions du 30.3.1971 prévoit la détermination par ordonnances de zones de protection pour une cinquantaine d'aéroports civils et militaires, des interdictions de construire et des dédommagements pour certaines mesures d'isolation phonique prises dans les zones de protection ainsi que l'amélioration de la législation sur la lutte contre le bruit des avions à la source.

Pour protéger la population contre les répercussions des combinaisons de plomb contenues dans l'essence, on a créé une loi limitant la teneur en plomb dans l'essence de moteurs à 0,40 g/l à partir du 1.1.1972 et à 0,15 g/l à partir du 1.1.1976.

La loi sur l'élimination des déchets du 7.6.1972 règle pour la première fois en République fédérale d'Allemagne l'économie des déchets selon le principe de l'élimination inoffensive des déchets sans compromettre la santé de l'homme et des animaux et en évitant de contaminer les produits alimentaires, les fourrages et les eaux. Une loi sur la modification de la loi sur l'élimination des déchets doit combler les lacunes constatées depuis la mise en vigueur de la première le 11.6.1972. Les amendements proposés par le gouvernement fédéral visent surtout à rendre plus rigoureux le contrôle de déchets dangereux.

La loi fédérale sur la protection contre les immissions du 15.3.1974 constitue une vaste réforme du droit sur le maintien de la pureté de l'air et la lutte contre le bruit valable sur le plan fédéral. La loi doit protéger l'homme, les animaux, les plantes, les biens matériels contre les impuretés de l'air, le bruit, les trépidations, la lumière, la chaleur, les rayons et autres influences analogues de l'environnement pouvant présenter un danger, un inconvénient ou une gêne notable. La loi comprend, en outre, des dispositions pour certains produits et certaines matières ainsi que des zones à protéger. Pour donner toute son efficacité à cette loi, il a été prévu de décréter des ordonnances et des règlements administratifs généraux en vue de son application.

c) Les lois et mesures susmentionnées qui empêchent les émissions et la pollution des eaux, évitent ou éliminent les déchets dangereux ou garantissent l'utilisation économique de matières de base et de matières premières vitales ne peuvent être votées et appliquées que

- si la science fournit des informations suffisantes sur les limites de charge des écosystèmes et de l'homme et que les effets d'interventions peuvent être appréciés à leur juste valeur,
- si l'on dispose de techniques efficaces et économiquement justifiables pour éviter, éliminer et contrôler les charges de l'environnement,
- si l'on met en oeuvre de nouveaux systèmes d'information, de planification et de contrôle laissant prévoir une garantie à long terme et une meilleure conception de l'environnement.

La recherche et le développement peuvent fournir les bases scientifiques et techniques nécessaires à la réalisation des objectifs de la politique de l'environnement; des projets de recherche et de développement ont été mis en route par centres d'intérêt pour réaliser les exigences du programme sur l'environnement du gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral dispose, en outre, d'un groupe de conseillers compétents depuis la création du Comité d'experts pour les questions d'environnement. Douze savants connus des différentes spécialités de l'environnement ont été retenus. L'activité de ce Comité consiste avant tout dans l'établissement de bilans écologiques. Il a établi trois rapports d'expertise jusqu'à présent : automobile et environnement, rejet d'eaux résiduaires et le premier rapport d'expertise sur l'environnement 1974.

Le système d'information sur la planification de l'environnement est une base importante pour la pénétration scientifique des problèmes de l'environnement. Le gouvernement fédéral et d'autres utilisateurs autorisés auront la possibilité de déterminer immédiatement la source et la façon de se procurer les informations nécessaires de l'ensemble du domaine de l'environnement. Avec ce système d'information, la République fédérale d'Allemagne participera aussi à des systèmes d'information internationaux appropriés et en particulier à celui prévu par les Nations Unies.

- d) L'augmentation nécessaire de la production énergétique nationale au moyen du charbon va encore augmenter les charges de l'environnement puisque la combustion libre des oxydes de soufre et d'autres éléments polluants.

Pour produire une énergie non polluante dans des conditions économiques, on met au point des techniques et on construit des installations pilotes pour désulfurer les combustibles ou empêcher l'émission d'oxydes de soufre. La chaleur dégagée par les centrales électriques doit être diminuée par la mise en oeuvre de nouveaux systèmes de refroidissement (tours de refroidissement à sec) et utilisée, si possible, à des fins de chauffage.

Le recours de plus en plus fréquent aux centrales nucléaires diminue la pollution atmosphérique mais exige une protection renforcée contre les émissions radio-actives. On procède actuellement au développement de procédés réduisant la sortie de matières radio-actives des installations nucléaires.

- e) Protection, sauvegarde et entretien du paysage, des plantes, et des animaux, du rendement et de la capacité d'exploitation du sol, le perfectionnement de techniques de production agricole non polluantes et la diminution des dommages causés à l'environnement par les produits phytosanitaires comptent parmi les tâches essentielles de la protection de l'homme contre les influences néfastes de nouvelles techniques et de l'industrialisation croissante. On encourage par exemple la mise au point méthodique de procédés de dépistage et de tests de toxicité ainsi que le contrôle d'effets cancérologiques ou génétiques des produits chimiques. Il s'agit de déterminer les effets des produits chimiques afin de pouvoir prendre, en temps voulu, les précautions nécessaires, par exemple contre des dommages provoqués par des produits pour la vaisselle ou des produits phytosanitaires. La nature et le paysage en tant que fondement vital de la coexistence humaine ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Le gouvernement fédéral a fourni des travaux sur l'analyse de structures et de modes de fonctionnement de systèmes écologiques sous l'aspect des influences négatives de la technique pour le programme des Nations Unies "L'homme et la biosphère".

III. La recherche pour l'amélioration des conditions de vie de l'homme effectuée et encouragée sur le plan fédéral et sur celui des Länder a pour but d'éviter les influences négatives de la recherche et du développement technique sur les droits civils et politiques de l'homme. Les principes directeurs de la politique de recherche du gouvernement fédéral ont été fixés dans une réponse du gouvernement fédéral à une grande interpellation déposée au Parlement (Imprimé du Parlement 7/1279 du 23.11.73). Il en ressort que le danger résultant d'une éventuelle utilisation abusive de découvertes scientifiques et de leurs applications pour certains droits fondamentaux a été reconnu en République fédérale d'Allemagne. Pour éviter des développements erronés dans ce domaine, cet aspect du progrès scientifique et technique est soumis à des contrôles constants en République fédérale d'Allemagne pour le bien de tous.

ISRAEL

[FRANCAIS
Original : Anglais]
[3 novembre 1975]

A l'heure actuelle, il n'existe pas en Israël de loi organique qui protège les droits de l'homme contre des atteintes dues aux progrès de la science et de la technique. La Knesset (Parlement israélien) étudie toutefois en ce moment un projet de loi fondamentale sur les droits de l'homme qui traite de cette question.

La Knesset a également été saisie d'un projet d'amendement à l'Ordonnance sur le droit pénal, qui porte sur le branchement secret de dispositifs d'écoute.

La vie privée des particuliers est indirectement protégée par la loi israélienne No 5732 de 1972 sur les services de détectives et de surveillance privés qui, si elle ne traite pas directement des mesures à prendre pour empêcher l'emploi illégal de dispositifs électroniques, offre la possibilité de les prendre.

Il convient de mentionner, qu'un comité spécial étudie actuellement un projet de loi sur l'utilisation de l'hypnose.

ITALIE

[FRANCAIS
Original : Italien]
[Septembre 1975]

1. La présente note a pour objet de compléter les renseignements communiqués le 24 juin 1973 ^{1/} en réponse à la demande du 8 décembre 1972 portant la même référence et concernant la même question, et contient des indications sur les dispositions législatives qui ont été prises pour éviter que les progrès de la science et de la technique ne portent atteinte aux droits de l'homme. Des renseignements complémentaires concernant les dispositions administratives et autres mesures seront fournis aussitôt qu'ils seront disponibles.

2. Parmi les dispositions législatives les plus récentes adoptées en la matière, il faut signaler :

- a) La loi No 300 du 20 mai 1970, qui définit le "Statut des travailleurs". Afin de préserver la dignité des travailleurs, l'article 4 de ce Statut dispose que, sauf circonstances exceptionnelles, il est interdit aux employeurs d'utiliser du matériel audio-visuel pour surveiller à distance les employés;
- b) La loi No 98 du 8 avril 1974 qui, pour préserver le caractère privé et la liberté des communications, a introduit diverses règles dans le Code pénal et le Code de procédure pénale.

^{1/} Note du secrétariat : Ces renseignements ont été pris en considération lors de l'établissement des documents E/CN.4/1142 et additifs 1 et 2.

3. Le Gouvernement italien juge particulièrement utile que la Commission des droits de l'homme élabore des normes concernant les mesures destinées à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les secteurs qui ont été suffisamment analysés, attendu que ces normes seraient définies sur la base de l'expérience déjà acquise et que l'échange de ces données d'expérience pourrait inciter des pays à utiliser des méthodes déjà appliquées dans d'autres et jeter ainsi les bases d'une réglementation plus complète en la matière.

JAPON

[FRANCAIS
Original : Anglais]

[25 août 1975]

[Le Gouvernement japonais communique ci-après un rapport intérimaire sur les mesures à prendre pour éviter que l'utilisation d'ordinateurs dans les administrations ne porte atteinte à la vie privée des personnes.]

I. INTRODUCTION

Le 12 juin 1974, le Directeur général de l'Office de la gestion administrative a demandé à la Commission de la gestion et de l'inspection administratives d'étudier "les mesures à prendre pour éviter que l'utilisation d'ordinateurs dans les administrations ne porte atteinte à la vie privée des personnes". La Commission a examiné la question mais n'a pu parvenir à des conclusions immédiates estimant que : 1) de nombreuses questions connexes demandaient à être étudiées plus avant; 2) l'on connaissait encore mal les pratiques suivies en vertu des lois sur la vie privée promulguées en Suède et aux Etats-Unis, qui ni l'une ni l'autre n'étaient pleinement appliquées; et, 3) il fallait sonder l'opinion sur l'équilibre à assurer entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. La Commission a décidé en conséquence de soumettre, en lieu et place de recommandations définitives, un rapport intérimaire dans lequel elle a élucidé les problèmes et passé en revue les mesures qui pourraient être prises.

II. DEFINITION DU PROBLEME

L'utilisation de plus en plus fréquente d'ordinateurs de capacité variable et d'une grande efficacité à laquelle on assiste depuis quelques années préoccupe de plus en plus l'opinion publique, qui craint que l'emploi de ces ordinateurs, ou plus précisément, la tenue de fichiers nominatifs automatisés ne porte gravement atteinte à la vie privée des personnes; c'est pourquoi les demandes affluent de toutes parts pour que soient étudiées des sauvegardes appropriées.

Bien que la notion générale de respect de la vie privée ait récemment fait l'objet d'études des pouvoirs publics, il est difficile d'en définir la nature et la

portée en tant que droit reconnu par la loi, car chacun a une conception personnelle et essentiellement subjective de ce qu'est sa vie privée. Par ailleurs, le droit de l'individu au respect de sa vie privée peut devoir être limité lorsque l'intérêt de la société est en jeu.

On ne dispose d'aucune preuve tangible de l'existence effective d'atteintes à la vie privée. L'emploi d'ordinateurs présente toutefois à cet égard un certain nombre de dangers qui sont les suivants :

1. La confrontation de différents renseignements sur un particulier peut porter préjudice à l'intéressé.
2. Il peut arriver que des fichiers distincts contenant des renseignements sur des particuliers soient réunis en un fichier central, ou que des données stockées dans un fichier soient communiquées à d'autres organismes à des fins autres que celles pour lesquelles elles avaient été primitivement réunies; il se peut que, de ce fait, un jugement défavorable vienne à être porté sur la personnalité de l'intéressé; etc.
3. La conservation dans un fichier d'informations erronées ou périmées peut causer du tort à l'intéressé.
4. Des personnes non autorisées risquent, en utilisant les terminaux, de se procurer ou de traiter des renseignements auxquels elles ne devraient pas avoir accès; d'autre part, des informaticiens pourraient traiter ou divulguer des renseignements de caractère personnel dans une intention malveillante.

Les menaces d'atteinte à la vie privée que fait peser sur les personnes l'exploitation de fichiers nominatifs automatisés existent non seulement dans le secteur public, mais aussi dans le secteur privé. Les administrations sont toutefois, et de loin, le plus gros collecteur de renseignements sur les personnes et toute exploitation abusive de ces renseignements qui serait leur fait aurait des conséquences bien plus graves sur une fraction bien plus large de la population que si elle était le fait d'organismes privés. En outre, c'est surtout le fonctionnement des fichiers du secteur public qui préoccupe l'opinion. Il a donc été décidé que la Commission s'en tiendrait pour l'instant à l'étude des mesures de protection de la vie privée qui pourraient être prises dans le secteur public (administrations nationales et locales et entreprises publiques).

III. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE A L'ÉTRANGER ET SITUATION AU JAPON

A. Protection de la vie privée à l'étranger

Plusieurs pays étrangers se sont intéressés de près à la question de la protection de la vie privée contre les dangers pouvant découler de l'utilisation des ordinateurs; dans certains d'entre eux, il existe déjà une législation en la matière et dans nombre d'autres des projets de lois sont actuellement étudiés par les organes législatifs. L'expérience de ces pays devrait faciliter l'élaboration au Japon de mesures de protection de la vie privée.

Aux Etats-Unis, une loi régissant les activités des organismes de crédit, la Fair Credit Reporting Act, a été votée en 1970. En outre, en décembre 1974, une loi intitulée Privacy Act a été promulguée en vue de réglementer les systèmes de documentation utilisés par le gouvernement fédéral. Cette loi a créé une Commission dite Privacy Protection Study Commission qui a pour mission principale d'étudier les systèmes d'information des organismes publics et privés en vue de définir les normes et les méthodes à adopter pour empêcher la divulgation des informations de caractère personnel.

En Suède, une loi de 1973 sur le traitement des données a créé un Bureau d'inspection des données chargé de contrôler le fonctionnement des fichiers nominatifs automatisés des organismes publics et privés. Le Bureau est entré en service en juillet 1974.

Dans la République fédérale d'Allemagne ci-après dénommée Allemagne occidentale, le Parlement examine actuellement un projet de loi fédérale sur la protection des données, dont l'objet est de réglementer l'emploi de fichiers nominatifs dans le secteur public et dans le secteur privé. Des lois sur la protection des données régissant l'emploi de fichiers nominatifs par les pouvoirs publics sont déjà en vigueur dans les Etats de Hesse et de Rhénanie-Palatinat.

Dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni, le Canada, la France, la Norvège et le Danemark, des mesures analogues de protection de la vie privée seraient également envisagées. Des études concernant cette question ont aussi été faites par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

B. La situation au Japon

D'aucuns ont émis l'avis que, quelles que soient les mesures envisagées, la protection de la vie privée devait être assurée compte dûment tenu de la situation propre à chaque pays. Or, la situation au Japon accuse plusieurs différences sensibles par rapport à celle d'autres pays.

Tout d'abord, dans des pays comme la Suède et les Etats-Unis, la loi ne pose pas le principe du caractère secret des documents publics et, à quelques exceptions près, autorise le libre accès du public à ces documents. Il s'ensuit que les sociétés privées utilisent fréquemment les renseignements personnels contenus dans les fichiers de l'Administration. C'est l'une des raisons majeures qui font que, dans ces pays, la population se préoccupe de voir protéger sa vie privée. Au Japon, en revanche, le public n'a pas accès aux documents de l'Administration, sauf si la loi spécifie qu'ils doivent être divulgués. En outre, les fonctionnaires sont juridiquement tenus de garder le secret sur les renseignements officiels. Par suite, les organismes privés n'ont que des possibilités très limitées d'utiliser les renseignements de caractère personnel conservés dans les fichiers de l'Etat.

En deuxième lieu, il est extrêmement difficile au Japon d'arriver à faire l'unanimité sur des questions précises impliquant la conciliation des droits des individus et des intérêts de la société, en raison de l'extrême diversité du système de valeurs de la société japonaise qui résulte de la réforme du système social survenue après la guerre et de l'évolution récente de l'environnement économique et social.

IV. LES MESURES DE PROTECTION QUE L'ON PEUT ENVISAGER

A. Les grandes options

Pour se prémunir contre les menaces d'atteinte à la vie privée découlant du traitement automatisé de renseignements de caractère personnel par les administrations, le Japon a le choix entre deux solutions de base.

La première, qui est celle adoptée par la Suède, consiste à créer un organe spécialement chargé de réglementer le fonctionnement des fichiers nominatifs, et notamment la création de tels fichiers, leur tenue et la divulgation des renseignements, et à accorder à l'intéressé le droit d'accès au dossier le concernant.

La deuxième, qui est celle retenue par l'Allemagne occidentale, consiste à laisser les organismes publics libres de créer et de tenir des fichiers nominatifs, pour autant que cela entre dans leurs attributions. Ces organismes sont seulement tenus de publier un avis officiel concernant ces fichiers, lorsqu'ils sont établis, et de permettre à tout particulier de consulter le dossier le concernant. Les Etats-Unis ont opté pour une solution analogue.

Le choix entre ces deux solutions devra se faire avec soin, en tenant dûment compte de la situation propre au Japon telle qu'on l'a exposée plus haut.

Plusieurs des lois relatives à la vie privée adoptées à l'étranger contiennent des dispositions qui soustraient à l'application de la loi un certain nombre de catégories de données auxquelles le public a accès ou qui sont liées à la sécurité de l'Etat, à la défense nationale ou aux relations extérieures. De telles dispositions seraient également nécessaires dans le cas du Japon. Il convient toutefois de faire preuve de prudence dans le choix des catégories de données à exclure de l'application de la loi.

B. Les différentes mesures que l'on peut envisager et les problèmes qui se posent dans chaque cas

1. Réglementation de la création de fichiers nominatifs et des catégories de données qui peuvent être stockées

En ce qui concerne la réglementation de la création de fichiers nominatifs ou des catégories de données personnelles pouvant être conservées dans ces fichiers, la première question est de savoir s'il convient ou non de fixer des règles limitatives touchant les types de données qui peuvent être stockées. L'alternative est la suivante :

- A) interdire ou limiter par des textes législatifs la collecte de certaines catégories de données qui, si elles étaient conservées dans un fichier, risqueraient de porter atteinte à la vie privée des personnes, à moins qu'il n'existe des raisons spéciales de réunir ces renseignements (par exemple, les données sur les convictions politiques ou religieuses) (solution adoptée aux Etats-Unis et en Suède);
- B) n'apporter aucune restriction aux catégories de données pouvant être stockées dans un fichier, si la mise en place du fichier entre dans les attributions de l'organisme (solution adoptée en Allemagne occidentale).

La deuxième question que l'on peut se poser est s'il convient (comme en Suède) de soumettre la création de fichiers nominatifs à l'obtention d'une autorisation délivrée par un service spécial ou (comme en Allemagne occidentale) de laisser en la matière toute latitude à l'organisme considéré, sous réserve du respect des textes législatifs en vigueur.

Problèmes qui se posent

a) Dans les pays où le stockage de certaines catégories de données est interdit ou limité, la loi prévoit en même temps un certain nombre d'exceptions. En pareil cas, le choix entre les mesures A) et B) devient purement théorique.

b) La détermination des catégories de données dont le stockage devrait être interdit en raison du risque d'atteinte à la vie privée peut se révéler impossible à cause de l'imprécision de la notion de vie privée. De même, les divergences de vues existant au sein de la population au sujet de ce qui constitue l'intérêt public risquent de rendre difficile le choix des données devant être soustraites à l'application de la loi.

c) Le système de délivrance d'autorisations offre un avantage, en ce sens qu'il pourrait facilement le cas échéant être étendu à l'avenir aux fichiers nominatifs utilisés dans le secteur privé. Il faudrait toutefois se demander si ce système ne risquerait pas de nuire au bon fonctionnement de l'Administration dans son ensemble, et si sa mise en oeuvre ne soulèverait pas de difficultés.

2. Notification de l'existence d'un fichier nominatif

La notification officielle de l'existence d'un fichier nominatif prévue par la Privacy Act des Etats-Unis et par le projet de loi de l'Allemagne occidentale pourrait être exigée des organismes publics intéressés, afin d'éclairer le public sur le fonctionnement de ce fichier et de supprimer ainsi son appréhension. Elle devrait aussi servir à renseigner les particuliers sur l'existence de tel ou tel fichier afin qu'ils puissent exercer leur droit d'accès aux dossiers les concernant.

Problèmes qui se posent

a) Il conviendrait de déterminer les catégories de fichiers qui, pour des raisons d'intérêt public, seraient soustraits à l'application de cette disposition.

b) On pourrait s'interroger sur l'intérêt d'une notification concernant un fichier dont l'existence est connue des citoyens de par les rapports qu'ils entretiennent avec les organismes publics. Il va sans dire toutefois que l'objectif visé est d'informer l'ensemble du public de l'existence du fichier.

3. Réglementation de la diffusion des informations

En ce qui concerne la divulgation de renseignements de caractère personnel à d'autres organismes publics, on pourrait envisager les mesures suivantes :

- A) Interdire la divulgation à d'autres organismes de certaines catégories de renseignements et subordonner le transfert des autres à la délivrance d'une autorisation du service doté des pouvoirs de réglementation (comme en Suède).
- B) Ne divulguer aucun renseignement à d'autres organismes sans le consentement de l'intéressé (comme aux Etats-Unis).
- C) Interdire la divulgation de renseignements à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été recueillis, à moins que la loi n'exige que ces renseignements soient rendus publics.
- D) S'en remettre à la discrétion de chaque organisme, dans la mesure où la divulgation envisagée entre dans ses attributions (comme en Allemagne occidentale).

Problèmes qui se posent

a) Concernant la mesure A), on peut se demander si la délivrance d'une autorisation est vraiment nécessaire, étant donné que l'usage actuel est de ne pas communiquer les renseignements confidentiels et que les fonctionnaires sont légalement tenus au secret.

b) La mesure B) serait extrêmement coûteuse et entraînerait de lourdes charges administratives. Il conviendrait à ce propos d'étudier de près les modalités d'application pratique de la Privacy Act des Etats-Unis.

c) Quant à la mesure C), il importerait de définir avec le plus grand soin les "fins" auxquelles les renseignements ont été initialement recueillis, attendu qu'une définition trop étroite risquerait d'entraver les transferts légitimes et nécessaires de renseignements d'une administration à une autre.

d) La mesure D) pourrait soulever des objections de la part de certains, en ce sens qu'elle revient à confier aux seules administrations le soin d'appliquer correctement la loi, c'est-à-dire d'assurer la protection de la vie privée. Cette mesure est peut-être néanmoins la plus appropriée, compte tenu du fait que le personnel des administrations est juridiquement tenu au secret.

Pour ce qui est de la divulgation de renseignements de caractère personnel à des organismes privés, il ne devrait pas y avoir de gros problèmes vu, qu'en principe, ces renseignements ne sont pas communiqués au public. Il conviendrait cependant d'examiner la nécessité d'adopter une réglementation spéciale dans ce domaine.

4. Réglementation du fonctionnement des fichiers et notamment de leur tenue

La règle fondamentale en la matière pourrait être que les fichiers nominatifs doivent être tenus de manière à ne contenir que des données exactes, complètes, à jour et pertinentes. La loi pourrait prévoir l'obligation pour les administrations de désigner un responsable des fichiers. Elle pourrait en outre fixer les normes en matière de garanties techniques.

Il serait toutefois difficile d'élaborer en la matière des dispositions très détaillées car, d'une part, les fichiers des administrations sont loin d'être tous conçus sur le même modèle, ce qui rend impossible la conception d'une réglementation uniforme et, d'autre part, la technique informatique évolue rapidement. La loi ne devrait donc contenir que des règles de base.

Le gouvernement devrait aussi continuer d'examiner la possibilité de laisser chaque administration adopter sa propre réglementation en la matière.

5. Droit de l'individu d'avoir accès aux informations le concernant, d'en faire rectifier ou supprimer certaines et d'exercer un recours

Il importera d'étudier de près s'il convient d'accorder à toute personne le droit de vérifier ou d'examiner les données des fichiers qui la concernent, de demander que ces données soient rectifiées ou supprimées et d'exercer un recours contre la décision prise par l'administration au sujet de cette demande, sauf dans les cas où l'intérêt public ou des considérations du même ordre ne permettraient pas de le faire, pour éviter que des renseignements incorrects, incomplets ou périmés ne risquent inopinément de faire du tort aux intéressés.

Problèmes qui se posent

a) La question de la portée et de l'ampleur des exceptions à prévoir pour tenir compte de l'intérêt public devra être soigneusement étudiée.

b) Dans la pratique, de nombreuses administrations répondent aux demandes de renseignements que les particuliers formulent au sujet de leurs dossiers. Il n'en est pas moins important de prévoir un droit d'accès, garanti par la loi, afin de rendre cette pratique obligatoire.

6. Création d'un service spécial doté de pouvoirs de réglementation

La création d'un service spécial doté de pouvoirs de réglementation ne serait pas absolument indispensable au cas où la loi stipulerait que les administrations ont toute latitude pour créer et exploiter des fichiers nominatifs. Il faudrait en revanche créer un tel service si l'on décidait que la création de fichiers, le transfert de renseignements à d'autres administrations, etc., sont soumis à la délivrance d'une autorisation spéciale. Ces autorisations pourraient alors être délivrées soit par un conseil que l'on créerait spécialement à cet effet (comme en Suède), soit par un organisme placé sous l'autorité d'un directeur et auquel serait adjoint un conseil consultatif chargé de formuler des recommandations à l'intention du directeur sur les normes à appliquer pour l'octroi des autorisations et sur des questions connexes.

Problèmes qui se posent

a) Même lorsqu'il n'est pas nécessaire de mettre en place un service doté de pouvoirs de réglementation, il faut désigner un organisme chargé de veiller au respect de la loi.

b) La solution consistant à créer un conseil est peut-être celle qui convient le mieux. Il y a lieu toutefois de se demander si, dans la pratique, on peut réussir à former un conseil composé de personnalités jouissant de la

confiance du public et capables de contribuer au bon fonctionnement du conseil en tant qu'organe de décision. Il importe aussi de déterminer si le volume de travail escompté justifie ou non la création d'un organe permanent.

c) En ce qui concerne l'autre solution - celle d'un organisme placé sous l'autorité d'un directeur - la question du volume de travail importe peu, car les pouvoirs de réglementation peuvent être confiés à un organisme déjà existant. Le choix des membres du conseil consultatif peut toutefois soulever autant de difficultés que celui des membres du conseil visé sous b).

d) Dans le cas des administrations locales, le principe de l'autonomie locale exigerait que des organes de réglementation distincts soient mis en place dans chaque circonscription par voie d'arrêtés locaux. Il est toutefois douteux que de tels organes puissent agir efficacement. En outre, si ces organes pouvaient décider librement d'accorder ou non les autorisations spéciales requises, la politique risquerait de n'être pas la même au niveau central et dans les administrations locales.

7. Réglementation de la sous-traitance

Les administrations confient de temps à autre à des organismes privés l'exécution de tout ou partie d'un programme de traitement de données de caractère personnel. On pourrait prévoir que, dans ce cas, les dispositions de la loi relatives à la sécurité et au caractère confidentiel des données s'appliqueraient à ces sous-traitants privés. En outre, la loi pourrait obliger ces sous-traitants et leur personnel à observer le secret, comme les fonctionnaires.

Problèmes qui se posent

a) Il importerait de ne prévoir qu'un minimum de dispositions législatives consacrées expressément aux activités des sous-traitants privés, attendu qu'il suffirait, pour atteindre l'objectif recherché d'insérer dans le contrat une clause stipulant l'applicabilité de la loi aux sous-traitants.

b) Il importait d'étudier de près l'opportunité d'obliger les sous-traitants au secret, compte tenu des exigences du système pénal en général.

IV. CONCLUSION

Ainsi qu'il ressort de ce qui précède, la Commission ne peut se prononcer définitivement dès à présent sur les mesures à prendre pour éviter que l'utilisation d'ordinateurs dans les administrations ne porte atteinte à la vie privée des personnes. Aussi, recommande-t-elle que les travaux se poursuivent, compte tenu des considérations suivantes.

Premièrement, il conviendra de préciser ce qui, dans les systèmes de fichiers nominatifs automatisés, porte atteinte à la vie privée des personnes.

Deuxièmement, il conviendra de déterminer, cas par cas, si les formes d'atteinte à la vie privée ainsi décelées peuvent également se produire lorsque l'on utilise des fichiers manuels ou si la probabilité qu'elles se produisent, partiellement inexistante du temps où l'on utilisait des fichiers manuels, a fortement augmenté à la suite du traitement automatique des renseignements de caractère personnel.

Troisièmement, le choix des mesures de protection devra se faire en pesant avec soin leur coût et leur efficacité.

Enfin, il importera de poursuivre les études sur les pays étrangers où une législation concernant la protection de la vie privée est déjà pleinement en vigueur et de tenir compte de leurs résultats lors de la discussion de mesures concrètes.

La Commission espère que des mesures appropriées de protection de la vie privée des personnes seront prises aussitôt que possible et que leur choix se fera en tenant compte des considérations qui précèdent, de l'opinion publique en général et des suggestions qui pourraient être émises par les différentes couches de la société.

PAYS-BAS

[Original : ANGLAIS]

[23 septembre 1975]

[Le Gouvernement des Pays-Bas présente ci-après] un résumé du rapport intérimaire de la Commission gouvernementale pour la protection de la vie privée dans l'enregistrement de données individuelles. Cette Commission a été chargée de donner des avis sur la question des mesures législatives ou autres à adopter pour protéger la vie privée contre les atteintes pouvant résulter de l'utilisation de systèmes d'enregistrement automatisé de données individuelles et sur l'intérêt qu'il pourrait avoir à appliquer également ces mesures à d'autres systèmes d'enregistrement, en particulier si les données recueillies sont habituellement mises à la disposition de tierces parties.

[On trouvera également] le texte des Instructions du Gouvernement néerlandais sur la protection de la vie privée contre les risques liés à l'établissement par l'administration centrale de fichiers nominatifs automatisés.

Ces instructions énumèrent les mesures à prendre à titre provisoire avant l'entrée en vigueur des dispositions législatives finales à ce sujet.

Résumé

1. La Commission gouvernementale pour la protection de la vie privée lors de l'établissement de dossiers individuels a cru bon de faire connaître l'opinion qu'elle a pu se former jusqu'ici en publiant un rapport intérimaire. Ce faisant, elle tient non seulement à offrir à tous les intéressés l'occasion de faire des observations avant de formuler ses propres recommandations finales, mais encore à encourager la poursuite des débats sur la question qu'elle étudie.

Deux raisons l'incitent à souhaiter que les discussions se poursuivent. D'abord, nous ne pouvons attendre de règlements sur l'établissement de dossiers personnels qu'ils éliminent d'un seul coup toutes les difficultés liées à la protection de la vie privée. Il s'agit, somme toute, d'un sujet qui, tant aux Pays-Bas qu'à l'étranger, ne retient l'attention que depuis peu de temps et qui subit largement l'influence de l'évolution rapide des techniques. Ensuite, la Commission croit très important que tous les intéressés voient eux-mêmes ce que l'on peut faire pour sauvegarder la vie privée, non seulement avant que des règlements soient adoptés, mais même après. On trouvera, dans le dernier chapitre du présent rapport, des exemples de ce qui peut être fait avant l'adoption de règlements.

2. Plusieurs considérations ont amené la Commission à conclure qu'il était souhaitable d'adopter des règlements régissant l'enregistrement de données individuelles.

Elle a constaté que notre société, qui devient de plus en plus complexe, a besoin de plus en plus de renseignements, notamment de données individuelles. Pour satisfaire ce besoin, de nouvelles techniques ont déjà été adoptées, notamment des systèmes informatiques. Ces systèmes sont d'une si grande utilité pour stocker et traiter les données qu'ils peuvent eux-mêmes susciter une augmentation de la demande de renseignements. Il faut, par conséquent, tenir compte d'une évolution progressive vers un stockage concentré de données individuelles et vers un resserrement des rapports entre les différents systèmes d'enregistrement.

C'est précisément cette évolution des techniques qui a suscité des préoccupations, en raison des dangers que présentent pour les particuliers un ensemble de données facilement accessibles. La Commission estime qu'en gros ces préoccupations sont justifiées. S'il est vrai que la croissance des systèmes d'information est limitée par des facteurs techniques et économiques, les intérêts de la personne sur qui des renseignements sont réunis ne sont protégés que dans la mesure du possible compte tenu des frais que cela implique et d'autres considérations. D'après la Commission, les dangers inhérents à l'évolution actuelle sont tels que le législateur serait imprudent s'il les ignorait.

La Commission cite dans son rapport certains des facteurs exerçant une influence néfaste sur la vie privée qui méritent une attention particulière. A cause de ces facteurs, la question de la vie privée se présente sous un jour nouveau. Désormais, on devra également entendre par protection de la vie privée, la protection des dossiers individuels. Du reste, ce ne sont pas seulement le stockage et le traitement informatiques qui soulèvent des problèmes : il existe aussi des dangers inhérents aux questionnaires individuels à une plus petite échelle. Cela est vrai en particulier lorsqu'ils demandent des indications de caractère intime ou des précisions que, pour d'autres raisons, l'intéressé ne veut pas communiquer en dehors d'un cercle limité de personnes. La façon dont se fait l'enregistrement est d'importance secondaire. La Commission estime donc que les règlements ne doivent pas viser uniquement l'enregistrement de données au moyen d'un matériel automatisé.

Elle a également noté l'aspect "pouvoir" qui est associé à l'enregistrement de données individuelles. Ces données peuvent servir à l'adoption de décisions importantes pour les intéressés, qui cependant ne savent pas toujours lesquelles serviront à l'adoption d'une décision donnée. Il peut arriver que les renseignements soient utilisés à des fins entièrement différentes de celles pour lesquelles

ils ont été fournis soit à l'autorité intéressée, soit à une autre autorité qui les lui a transmis ultérieurement. Bien souvent, l'individu peut se trouver en présence de toute une série de faits le concernant sur lesquels il ne peut exercer aucun contrôle. Il peut avoir l'impression d'une force anonyme qui lui échappe. En formulant ses recommandations, la Commission devra prêter l'attention voulue à cet aspect "pouvoir" de la question.

Le sujet du présent rapport n'a pas encore été systématiquement approfondi dans le droit néerlandais. Les mesures de caractère réglementaire envisagées innoveront donc dans une large mesure. D'autres pays aussi s'occupent activement de ce problème. On trouvera dans le présent rapport un exposé des travaux entrepris.

3. Les règlements provisoires esquissés par la Commission reposent sur deux principes. D'abord, il est souhaitable de renforcer la position juridique des personnes sur lesquelles des données sont enregistrées. A cette fin, la Commission propose de leur conférer certains droits dont elles pourront se prévaloir devant les tribunaux ordinaires. Ensuite, l'enregistrement de données individuelles devrait être contrôlé plus directement. La Commission pense qu'il s'agit là d'un point dont le Gouvernement devrait s'occuper activement.

Elle soutient que toute personne devrait avoir le droit de prendre connaissance des détails la concernant qui ont été enregistrés par un service quel qu'il soit. Pour plusieurs raisons, énumérées dans le rapport, il est généralement préférable que les données ne soient pas fournies par écrit. La Commission rejette l'idée de la transmission automatique aux personnes intéressées d'une copie des données enregistrées. Il faut néanmoins veiller à ce que, dans des cas particuliers, les intéressés puissent être avisés de l'enregistrement par un service déterminé de données les concernant. Toutefois, il semblerait nécessaire de prévoir des exceptions à ce droit dans le cas des enquêtes criminelles et aux fins de la sécurité de l'Etat. Les renseignements d'ordre médical ne devraient pas non plus pouvoir nécessairement être examinés.

Outre le droit de prendre connaissance des données, les intéressés devraient pouvoir également demander que les données consignées soient rectifiées. Ce droit doit pouvoir être exercé non seulement si les renseignements sont inexacts, mais également si le but visé ne constitue pas une raison suffisante pour enregistrer les données. Il devrait être possible également de demander que l'on ajoute des renseignements manquants à condition qu'ils puissent s'inscrire dans le système.

La Commission propose en outre la création d'un registre public énumérant les systèmes d'enregistrement contenant des renseignements individuels. Grâce à ce registre, chacun saurait qui peut disposer de renseignements le concernant.

Au surplus, tout système d'enregistrement devrait être régi par des règles énonçant en termes précis le but visé et la méthode suivie et indiquant quels renseignements peuvent être consignés, de façon que chacun puisse consulter son dossier. Le registre aiderait ainsi les particuliers à exercer leur droit de prendre connaissance des renseignements et de les faire rectifier. Il contribuerait aussi à rendre plus intelligible la question de l'enregistrement de données individuelles, de façon que l'on puisse l'étudier plus facilement et éviter d'éventuels abus.

La Commission juge très difficile de formuler des règles générales permettant de déduire quelles sont les données individuelles qui peuvent ou non être enregistrées. A son avis, on ne peut répondre à cette question qu'après avoir étudié séparément chaque système. Les règles évoquées plus haut revêtent une importance particulière à cet égard.

La Commission souhaite voir adopter un régime d'autorisations dans le cas des systèmes d'enregistrement qui semblent menacer le plus la vie privée. Avant de délivrer une autorisation, il faudra étudier aussi la question des précautions à prendre en matière de sécurité, lesquelles ne seront naturellement pas prévues dans le règlement. Il faudra également offrir aux personnes autres que celle qui présente la demande d'autorisation, la possibilité de faire valoir leurs intérêts en la matière.

Il faudra étudier la question plus à fond avant de pouvoir déterminer à quels systèmes d'enregistrement ce régime d'autorisation devrait s'appliquer. Si l'on décidait, en principe, que le régime s'appliquerait aux systèmes d'enregistrement automatisés, il faudrait certainement prévoir des exceptions pour certains des plus "innocents" d'entre eux, sans exclure en revanche la possibilité d'y astreindre certains systèmes non automatisés.

Dès règles spéciales devraient régir les rapports individuels établis, par exemple, à l'occasion d'affaires criminelles et dans le cadre de la protection de l'enfance. Bien que l'on puisse qualifier **strictement** de système d'enregistrement l'établissement de ces dossiers individuels, les renseignements qu'ils contiennent sont en général de caractère très personnel.

La Commission pense qu'il faudrait instituer un organisme central responsable, en ce qui concerne l'Etat, de la surveillance de l'enregistrement des renseignements individuels. Elle propose de créer à cette fin une Chambre de l'enregistrement, dotée d'une certaine indépendance à l'égard du gouvernement. Entre autres tâches, la Chambre administrerait le registre public et délivrerait des autorisations aux services qui en auraient besoin. Elle devrait également avoir certains pouvoirs à l'égard des systèmes qui ne seraient pas soumis au régime des autorisations, en particulier le pouvoir d'assurer le respect des règles.

La Commission propose en outre que dans le cas des systèmes d'enregistrement automatique, on tienne un registre ou "protocole" de tous les renseignements fournis lorsqu'il n'est pas évident, d'après les règles, que ces renseignements ont été fournis. Le protocole serait tenu pendant un certain temps et pourrait être inspecté par les intéressés pendant cette période. De cette façon, chacun pourrait savoir où sont allés les renseignements le concernant et, si ces renseignements sont inexacts, prendre les mesures nécessaires.

Dans un rapport distinct, la Commission énonce des critères permettant de définir le domaine auquel s'appliqueraient les règlements proposés.

4. Dans le dernier chapitre du rapport intérimaire, la Commission fait observer qu'il lui reste encore beaucoup à faire. Elle doit en effet examiner encore les questions ci-après : aspects constitutionnels de la protection de la vie privée dans le cadre de l'enregistrement de données individuelles; codage des données, pour éviter que l'on puisse identifier les particuliers à partir de renseignements réunis à des fins de recherche statistique; séparation de la gestion et de l'utilisation des systèmes d'enregistrement; aspects particuliers de l'enregistrement de données d'ordre médical et psychologique; possibilité d'un arrangement spécial d'intention des services de renseignements; systèmes d'enregistrement présentant des aspects internationaux; et arrangement provisoire pour les systèmes d'enregistrement qui fonctionneront déjà lorsque les nouveaux règlements entreranno en vigueur.

Instructions du Gouvernement néerlandais concernant la protection de la vie privée
contre les risques liés à l'utilisation de fichiers nominatifs automatisés par
l'Administration centrale

Le Premier Ministre,

Agissant avec l'agrément du Conseil des ministres,

A décidé :

de publier les instructions ci-jointes concernant la protection de la vie privée contre les risques liés à l'utilisation par l'Administration centrale de fichiers nominatifs automatisés.

La Haye, le 7 mars 1975

J.M. den Uyl
Premier Ministre

INTRODUCTION

Les instructions ci-jointes visent à établir, à l'intention de tous les départements de l'Administration centrale, les directives à respecter lors de l'établissement, de la gestion et de l'utilisation des fichiers nominatifs automatisés. Elles ont essentiellement pour objet d'offrir des garanties satisfaisantes pour la protection de la vie privée contre les risques liés à l'utilisation de ces fichiers.

Ces instructions reposent sur les travaux de la Commission Koopmans, qui était chargée de donner son avis sur les mesures d'ordre législatif ou autre propres à assurer la protection de la vie privée contre les risques liés à l'utilisation de fichiers nominatifs automatisés. Le 28 janvier 1974, la Commission a présenté un rapport intérimaire qui contient des conclusions et des directives provisoires touchant la législation pertinente (Privacy in persoonsregistratie, Staatsuitgeverij, 's-Gravenhague (1974).

Cependant, vu la complexité du sujet, il faudra un certain temps avant que des dispositions législatives définitives entrent en vigueur. Dans son rapport, la Commission a donc demandé instamment à toutes les parties intéressées d'examiner immédiatement les problèmes soulevés par la protection de la vie privée et, avant l'entrée en vigueur de cette législation, de prendre, autant que possible, les mesures qui s'imposent (page 18 du rapport intérimaire). En outre, la Commission est d'avis que la législation envisagée doit tenir dûment compte des règles adoptées par les parties intéressées.

Le Conseil des ministres reconnaît qu'il faut tirer parti de la période précédant l'adoption de mesures législatives. Mais il importe de ne pas anticiper sur les dispositions qui seront arrêtées. Les présentes instructions, établies sur la proposition du Ministre de la Justice et du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, doivent être considérées comme un premier pas vers l'adoption de mesures provisoires. Par leur nature même, elles ne s'appliquent qu'aux autorités de l'administration centrale.

Vu les observations formulées par la Commission (page 16 du rapport intérimaire), on a également jugé bon d'en limiter pour le moment l'application aux fichiers nominatifs automatisés.

Les présentes instructions ont été élaborées par un groupe de travail comprenant des fonctionnaires du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur et suivent, en gros, les conclusions et les solutions proposées par la Commission. Jusqu'à présent cependant, la Commission Koopmans n'a pas pris définitivement position sur les règlements concernant les registres statistiques, puisque ces registres, du fait de leur caractère particulier, ne peuvent être soumis sans réserve à des instructions strictes. C'est pourquoi, on établit actuellement un règlement distinct pour ce genre de registre.

Un autre raison d'être de ces instructions tient au fait qu'elles permettront de normaliser les règles régissant les systèmes de traitement des données. L'uniformité assurera en effet l'égalité des droits de toutes les personnes que concerne le stockage de données, jusqu'à ce que des dispositions plus complètes soient adoptées; elle accroîtra également l'efficacité du traitement des données au niveau de l'Administration centrale. On reconnaît que tout fichier automatisé a, dans une certaine mesure, des exigences qui lui sont propres. La publication de normes minimales à respecter par les systèmes de traitement des données permettra d'élaborer pour chaque fichier une série de règles adaptables à chaque cas particulier. En même temps, les instructions montrent qu'il est nécessaire de procéder à un examen critique des fins que les fichiers sont appelés à servir en dernier ressort et de leur portée; cet examen contribuera à **accroître** l'efficacité du traitement des données et à sauvegarder les intérêts des particuliers.

Il convient de noter essentiellement que les présentes instructions impliquent l'élaboration d'un ensemble de règles pour chaque fichier nominatif automatisé au niveau de l'administration centrale. Un fichier ne pourra pas entrer en service si un règlement n'a été institué. Les fichiers en service au 1er janvier 1975 seront soumis à un régime transitoire spécial jusqu'au 1er janvier 1976. Il faudra aussi prendre des mesures d'ordre technique et organisationnel. Il faudra donc élaborer des règles au cours des prochains mois, tâche qui sera confiée en premier lieu au conseiller juridique du Ministère ou du Département intéressé lequel pourra consulter, le cas échéant, la Section du droit public du Ministère de la Justice. La Direction de l'organisation et de l'automatisation de l'Administration publique au Ministère de l'Intérieur pourra être consultée sur les questions liées à l'organisation et à la sécurité des fichiers automatisés.

Les instructions sur l'organisation et la sécurité qui ne touchent qu'indirectement aux questions d'ordre privé n'intéressent pas uniquement la protection de la vie privée. Elles sont nécessaires pour assurer la continuité de la procédure d'enregistrement. Dans bien des cas, les termes de ces instructions ont déjà été respectés. Une organisation efficace et un bon système de protection assureront le respect de ses règles. Les instructions visent également les fichiers déjà en service. Si ces fichiers ne répondent pas aux exigences formulées dans les instructions, les précautions supplémentaires voulues devront être prises sans retard. Comme les circonstances dans lesquelles l'enregistrement s'effectue varient, il n'a pas été fixé de délai applicable à tous les cas.

On a conçu les instructions sur l'organisation et la sécurité des systèmes automatisés en prenant en considération le rapport sur les mesures techniques permettant de protéger les données informatiques, établi par la Commission de l'automatisation de l'Administration centrale. On a tenu dûment compte également de l'étude réalisée par la Fondation pour le développement du traitement des données au niveau des administrations locales (SOAG).

Bien que les instructions s'appliquent en principe à tous les fichiers nominatifs automatisés, certains fichiers établis aux fins de la sécurité nationale en ont été exemptés, en particulier ceux qui peuvent être utilisés par les services de renseignement et de sécurité visés par le Décret royal du 5 août 1972 (Stb. 437).

C'est au ministre intéressé et au Comité permanent de la deuxième Chambre pour les services de renseignement et de sécurité qu'il incombe de surveiller le fonctionnement de ces services. Il ne peut être dérogé aux instructions qu'à la demande conjointe de plusieurs ministres. Cette disposition est conforme à l'article 139 a (2) 3 du Code pénal.

INSTRUCTIONS

A. Généralités

1. Aucun fichier automatisé contenant des données individuelles ne peut entrer en service tant que l'autorité compétente n'a pas adopté de règlement. Dans tous les cas, ce règlement visera les questions énumérées à la section B ci-après.
2. En vertu des règles, la personne chargée de tenir le fichier en est responsable. La personne responsable sera tenue de veiller au respect du règlement. Toute personne peut consulter le règlement, qu'elle pourra se procurer auprès de la personne responsable du registre, du service de l'Information du Ministère où ladite personne est employée ou de la Bibliothèque centrale du Ministère de la Justice.

Ladite bibliothèque conservera la liste de tous les règlements qui y auront été déposés.

3. Les fichiers du type évoqué au paragraphe 1 des présentes instructions ne contiendront que les données essentielles aux fins pour lesquelles ils sont tenus.

Les données ainsi stockées serviront exclusivement à des fins compatibles avec le but du fichier.

4. Toutes les personnes au sujet desquelles des données auront été consignées dans un fichier du type évoqué au paragraphe 1 des présentes instructions pourront, sur leur demande, vérifier quelles données ont été stockées. Une disposition à cet effet sera prévue dans le règlement. Les données concernant la santé physique ou mentale d'une personne ou toute autre question, qui pourraient porter préjudice à l'intéressé si elles étaient divulguées directement pourront être communiquées à une personne que l'intéressé désignera. Le règlement contiendra des dispositions concernant le choix des personnes avec pouvoir de représentation.

5. De même, toute personne qui le souhaite, pourra, sur sa demande, faire rectifier ou supprimer toute donnée la concernant qui serait inexacte ou sans rapport avec le but du fichier, ou faire ajouter toute donnée manquante qui aurait dû figurer dans le fichier. Le règlement contiendra des dispositions en la matière.

6. Toute personne pourra, sur sa demande, être informée des données qui, pendant une période qui sera spécifiée dans les règles, ont été communiquées à d'autres organes. Des mesures pertinentes seront prises à cet effet conformément au règlement. La première disposition du présent paragraphe n'est pas applicable si les données visées et les organes auxquels elles ont été communiquées ressortent clairement du règlement.

7. Les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 des présentes instructions ne sont applicables que dans la mesure où elles ne vont pas à l'encontre des intérêts de la sûreté nationale, ou de la prévention ou de la répression des délits.

8. En ce qui concerne l'organisation et la protection des fichiers du type visé par le paragraphe 1 des présentes instructions, la personne responsable prendra des mesures pour faire en sorte que la vie privée des personnes au sujet desquelles des données ont été enregistrées soit protégée.

Les présentes dispositions viseront en tout cas les questions énumérées à la section C ci-après.

B. Contenu des règlements

9. Les règlements donneront une description précise des fins auxquelles le fichier est tenu.

10. Les règles donneront également une description détaillée des catégories de personnes au sujet desquelles des données sont consignées dans le fichier, des données qui peuvent être consignées pour chaque catégorie de personnes et les cas où les données seront effacées.

11. S'agissant d'activités d'enregistrement autonomes, le règlement spécifiera les pouvoirs des personnes responsables de la tenue du fichier. Il spécifiera également quelles sont les personnes responsables du traitement technique des données enregistrées.

12. Le règlement précisera les personnes et organes auxquels des données du fichier peuvent être communiquées et quelles données peuvent leur être communiquées.

Il précisera aussi les catégories de personnes ayant directement accès au fichier.

13. Sauf dans les cas évoqués au paragraphe 7 des présentes instructions, les règles préciseront quand et comment une personne ou son avocat peut prendre connaissance des données stockées dans le fichier.

Sauf disposition contraire du règlement, les données ne peuvent être communiquées que sous forme de copies ou d'extraits.

14. Sauf dans les cas évoqués au paragraphe 7 des présentes instructions, le règlement spécifiera les modalités selon lesquelles une personne pourra demander que des données la concernant soient rectifiées, supprimées ou ajoutées; il déterminera l'autorité habilitée à statuer sur cette demande et la procédure à suivre à cet égard. Si l'amendement, la suppression ou l'adjonction sont autorisés, l'opération sera consignée dans le fichier aussitôt que possible.

15. Dans les cas évoqués au début du paragraphe 6 des présentes instructions, le règlement spécifiera les modalités selon lesquelles une personne au sujet de laquelle des données ont été consignées dans le fichier peut obtenir les renseignements prévus par cette disposition, ainsi que le délai pendant lequel elle y est autorisée.

16. Lorsque, vu la nature du fichier, sa surveillance paraît souhaitable, le règlement désignera l'organe responsable de cette surveillance et lui confèrera les pouvoirs voulus.

En ce qui concerne les cas évoqués au premier alinéa, le règlement spécifiera la procédure à suivre par toute personne qui souhaite solliciter la surveillance du registre.

C. Organisation et protection

17. Les mesures nécessaires seront prises pour protéger les données contre la perte ou les dommages causés par l'incendie, les inondations, les radiations, la pollution de l'air ou autre catastrophe.

Ces mesures comprendront en tout cas :

- a) l'installation d'un système adéquat d'extincteurs;
- b) l'installation d'un système d'alarme en cas d'incendie;
- c) l'installation d'un paratonnerre efficace sur le(s) bâtiment(s) où le fichier est conservé;
- d) l'interdiction de fumer dans les locaux;
- e) l'établissement d'un plan d'urgence.

18. Il faudra également prévoir les arrangements nécessaires pour protéger les données contre tout dommage volontaire, négligence ou mauvaise utilisation de la part du personnel chargé de s'occuper des données et de les traiter, et contre la perte ou le dommage causés par des tiers.

D'autres règles régiront :

- a) le transport des données à l'intérieur et à l'extérieur du (des) bâtiment(s) où est installé le fichier;
- b) l'accès aux locaux où les données sont stockées ou traitées;
- c) dans la mesure où la nature des données l'exigera, il faudra prévoir des arrangements pour assurer la sécurité des données, de la description du système et des programmes au cas où le pays serait menacé d'invasion par une puissance hostile et pour leur destruction avant que cette puissance ne puisse s'en saisir.

19. Des mesures doivent être prises pour que l'on puisse reconstituer les données en cas de perte ou de dommage.

Les originaux et les copies des données et documents introduits dans des systèmes et programmes informatiques seront mis sous clé dans un local protégé contre l'incendie.

Il sera procédé aux arrangements voulus en ce qui concerne l'état des données et leur utilisation ainsi que la description des systèmes et des programmes informatiques.

20. Les fonctions seront subdivisées de façon que, dans toute la mesure du possible, les tâches ci-après soient exécutées par des personnes différentes :

- a) conception de systèmes;
- b) programmation;
- c) rassemblement de données;
- d) enregistrement et traitement de données;
- e) communication de données;
- f) stockage de données.

On donnera une description des tâches du personnel chargé du fonctionnement du fichier. Les opérations seront exécutées et consignées de façon qu'il soit possible à tout moment de déterminer qui a exécuté celles qui sont énumérées au premier alinéa du présent paragraphe.

21. Les opérations concernant les données individuelles seront exécutées exclusivement sur instructions de préférence écrites, émanant ou nom du service.

Toutes les personnes responsables du stockage, du traitement ou de la communication de données veilleront à ce que les instructions qu'elles reçoivent émanent de personnes ou d'organes autorisés à les émettre.

22. Les opérations relatives aux données individuelles seront exécutées conformément aux dispositions pertinentes prévues dans la description du système.

Toutes les descriptions de systèmes préciseront :

- a) la forme, le volume et les caractéristiques des données rassemblées pour être traitées;
- b) les opérations auxquelles ces données seront soumises;
- c) la forme, le mode et la fréquence de communication de données;
- d) les mesures de sécurité à prendre pour assurer le respect des règles concernant l'exploitation du fichier.

23. Il sera procédé aux arrangements nécessaires pour protéger les données en cas d'emploi de matériel qui permettrait à des tiers d'avoir directement accès au fichier utilisé. Ces arrangements auront avant tout pour objet d'empêcher que des tiers puissent se procurer des données autres que celles auxquelles ils ont droit.

24. L'efficacité et l'observation de toutes les précautions de sécurité feront l'objet d'inspections périodiques.

D. Conclusion

25. Les fichiers automatisés déjà en service au 1er janvier 1975 seront soumis aux instructions qui précèdent étant entendu que le règlement prévu au paragraphe 1 des présentes instructions sera établi le 1er janvier 1976 au plus tard.

26. Par décision conjointe du Premier Ministre, du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur, ainsi que des autres Ministres intéressés, il peut être convenu que ces instructions ne s'appliqueront pas aux fichiers automatisés ayant pour objet de protéger la sûreté de l'Etat.

NOUVELLE-ZELANDE

[Original : Anglais]

[15 août 1975]

Dans trois projets de loi sur la vie privée dont la Chambre des représentants de Nouvelle-Zélande, a été saisie récemment, on a reconnu qu'il fallait sauvegarder les droits de l'homme contre une éventuelle utilisation abusive des progrès scientifiques et techniques.

Le premier projet de loi concernant le Centre d'informatique de Wanganui, vise à protéger la vie privée des personnes contre d'éventuelles atteintes dues à l'usage de l'ordinateur que l'on installe à Wanganui à l'intention des services répressifs. Un comité spécial doit être créé pour assurer le respect de la vie privée. On créera aussi un poste de Commissaire, lequel enquêtera sur les plaintes et, à la demande des intéressés, leur fournira copie des fiches nominatives automatisées les concernant.

Le deuxième projet prévoit la nomination d'un Commissaire à la vie privée, chargé de déterminer les menaces éventuelles à la vie privée, notamment celles qui pourraient résulter des progrès de la technique. Le Commissaire rendra compte au Ministre de la Justice de toutes modifications du droit et de la pratique qui pourraient être souhaitables pour prévenir des atteintes injustifiées au droit à la vie privée.

Le troisième projet, qui porte sur les appareils d'écoute (Listening Devices Bill) soumet à un contrôle législatif l'interception clandestine de communications verbales privées au moyen d'appareils d'écoute. L'écoute devient un délit à moins d'être le fait de la police ou des services de renseignement cherchant à dépister ou à prévenir des délits graves ou des activités préjudiciables à la sûreté de l'Etat.

Comme la Commission chargée de réviser la législation est actuellement saisie de ces trois projets de façon que le public puisse faire connaître ses vues, la forme que revêtira finalement cette législation est encore incertaine. Les dispositions des projets de lois montrent néanmoins que les autorités néo-zélandaises tiennent dûment compte des progrès récents de la science et de la technique, lesquels exigent une adaptation de la législation en vigueur pour protéger efficacement les droits de l'individu.

PHILIPPINES

[30 juin 1975]

La Constitution des Philippines, dans sa Déclaration des droits, prévoit les garanties suivantes contre une ingérence éventuelle dans la vie privée des citoyens :

a) Article IV, Section 3 :

"Le droit pour les citoyens d'être garantis dans leurs personnes, leurs demeures, leurs biens et leurs effets personnels contre des perquisitions et des saisies injustifiées ne sera pas violé, et un mandat de perquisition ou d'arrestation ne pourra être délivré que pour des motifs plausibles qui devront être déterminés par le juge ou toute autre personne habilitée par la loi après la déposition du plaignant, faite ou non sous serment, et des témoins qu'il peut produire, et concernant en particulier les lieux à perquisitionner, les personnes ou les choses à saisir."

b) Article IV, Section 4 :

"Le secret des communications et de la correspondance ne sera pas violé, excepté sur ordre régulier des autorités judiciaires ou quand l'ordre et la sécurité publics l'exigent."

Aucune preuve obtenue en violation de la présente section ou de la section précédente ne pourra être invoquée en procédure à quelque fin que ce soit.

SUEDE

[Original : Anglais]

[5 août 1975]

La législation suédoise visant à protéger à divers égards l'intégrité de la personne est relativement avancée. La nouvelle loi sur les données, entrée en vigueur le 1er juillet 1974, a été conçue pour protéger les droits de l'homme contre les risques liés à l'utilisation de l'informatique, qui est en plein essor. Néanmoins, comme le droit à l'intégrité de la personne ne peut être absolu dans une société, les dispositions prévues en matière de protection, visent uniquement à prévenir les violations "abusives". Un Conseil d'inspection des données a été spécialement créé pour veiller au respect de cette loi.

La loi suédoise sur les données est le premier instrument législatif portant sur les renseignements concernant les particuliers stockés dans des "banques de données", publiques ou privées. Cette loi, bien que très complète, manque encore d'un certain nombre de définitions - l'expression "intégrité de la personne", par exemple s'est révélée aussi difficile à définir que le terme "abusif".

On a malgré tout jugé bon de promulguer la loi et de laisser le soin au Conseil d'inspection des données de résoudre les problèmes de définition au jour le jour. On compte ainsi parvenir à adapter progressivement la législation aux progrès de la technique, compte tenu de l'expérience croissante du Conseil. Comme l'informatique se développe encore, on peut penser que son importance s'accroîtra et que les conséquences d'une éventuelle utilisation abusive s'aggraveront. D'où l'importance d'adopter rapidement des dispositions législatives. Il convient de rappeler à ce propos que l'informatique est et restera un instrument utile pour résoudre divers problèmes. Mais elle peut aussi constituer une grave menace à l'intégrité de la personne car l'homme ne sait pas encore comment l'utiliser et la contrôler.

Il importe donc que les renseignements sur l'informatique et l'accès à cette technique ne restent pas l'apanage d'un petit nombre, mais que toute la société en profite.

Les problèmes concernant les "données et l'intégrité de la personne" ne sont pas propres à la Suède. En Europe, un réseau de communications se développe rapidement et un courant important de renseignements passe constamment des banques de données d'un pays à celles d'un autre pays ou continent par câbles téléphoniques et satellites. Cette situation fait ressortir la nécessité d'accords internationaux dans ce domaine.

La Suède s'intéresse également au problème de la législation visant à protéger les personnes contre l'utilisation abusive des appareils d'écoute. En 1970 déjà, une commission gouvernementale spéciale avait présenté un rapport sur la protection contre l'emploi des appareils d'écoute. En se fondant sur ce rapport, le Gouvernement a proposé cette année au Riksdag que l'utilisation illicite de tables d'écoute par divers moyens techniques soit passible de peines. Dans ce contexte, l'expression "écoute illicite" s'entend de l'écoute clandestine de conversations entre personnes ou de négociations auxquelles l'auteur de l'infraction n'est pas partie ou auxquelles il a assisté sans y être autorisé. L'installation illicite de matériel technique d'écoute ou d'enregistrement illicite de renseignements doit aussi être punie, conformément à la proposition gouvernementale précitée. Un certain nombre d'amendements à la législation, ayant pour objet d'accroître la protection des personnes contre l'utilisation abusive du matériel technique ont également été proposés; ils concernent notamment le droit de toute personne de réclamer une indemnisation si elle a subi un préjudice du fait d'une écoute illicite (loi sur les dommages-intérêts) et la nécessité d'obtenir une autorisation spéciale pour posséder et exploiter des postes émetteurs radio ou autres appareils semblables.

La Commission pour la protection de l'intégrité de la personne, évoquée plus haut, a également publié un rapport sur "la photographie et l'intégrité de la personne". Dans ce rapport, la Commission souligne qu'il importe de protéger juridiquement le droit à l'intégrité de la personne contre les risques liés à l'utilisation d'appareils photographiques ou autre matériel d'optique, comme les caméras de télévision par exemple. Il a été proposé de modifier le Code pénal de manière à inclure parmi les délits la "photographie illicite et abusive".

Il convient de noter enfin que, de l'avis du Gouvernement suédois, l'Organisation des Nations Unies devrait étudier en permanence les effets de l'évolution de l'informatique sur la situation de la personne humaine. On pourrait ainsi tirer parti des effets positifs de l'évolution des techniques et les adapter aux besoins de l'humanité.